

FM0/020/0057/6

26-05-86

Pretoria sauvé des sanctions de l'ONU

Liberation
26/5/86 (F)

Les retombées du triple raid militaire sud-africain sur des pays voisins continuent de se faire sentir. Pretoria a été sauvé, vendredi soir, de sanctions économiques globales et obligatoires par un veto britannique et américain devant le Conseil de sécurité de l'ONU. La France a préféré s'abstenir, malgré le rejet, la veille, par Jacques Chirac, du recours aux sanctions contre l'Afrique du Sud. L'évêque Desmond Tutu a dénoncé le double veto occidental « qui permet au gouvernement sud-africain de faire la nique au reste du monde ».

Les Etats-Unis ont toutefois voulu marquer leur réprobation des raids en expulsant l'attaché militaire sud-africain à Washington, tandis que George Shultz condamnait l'action de Pretoria en termes vifs. En représailles, Pretoria a expulsé un attaché militaire américain. Signe des pressions intérieures américaines contre l'apartheid, General Motors a de son côté annoncé qu'elle ne vendrait plus de véhicules à l'armée et à la police sud-africaines.

En Grande-Bretagne, Margaret Thatcher a interdit l'entrée dans son pays de toutes les pièces d'or sud-africaines, une mesure décidée l'an dernier par le Commonwealth. Mais la véritable épreuve, pour le Premier ministre britannique, farouche opposant aux sanctions, viendra début août, avec le mini-sommet, à Londres, du Commonwealth, destiné à évaluer les résultats de la médiation des « personnes éminentes ». Le président zambien Kenneth Kaunda a déjà menacé de quitter le Commonwealth si ce dernier ne prenait pas des sanctions plus sévères.

Conseil de sécurité de l'ONU

PARIS S'ABSTIENT DE VOTER DES SANCTIONS

Humu
26/5/86

UNE fois de plus la France s'est abstenue de voter pour des sanctions contre l'Afrique du Sud, vendredi soir au Conseil de sécurité de l'ONU, tandis que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne y ont opposé leur veto. Tous les autres membres de l'organisme suprême des Nations-Unies ont voté les textes réclamant notamment la rupture des relations économiques avec Pretoria dont le régime est « mis au ban de l'humanité ». C'en était trop pour les puissances impérialistes pour lesquelles le pays du racisme institutionnalisé est un allié. Face à la pression de son opinion publique, Washington a toutefois pris la mesure — symbolique — d'expulser l'attaché militaire de Pretoria en poste aux USA.

A Londres, Mgr Desmond Tutu, l'évêque sud-africain, prix Nobel de la paix a rejeté comme « inacceptable » l'argument utilisé par Thatcher, Reagan et Chirac selon lequel des sanctions frapperaient d'abord les victimes de l'apartheid. Si les racistes ne sont pas isolés internationalement, a déclaré le

prélat, « nous courons à la catastrophe », ajoutant que le peuple sud-africain souffrait « d'ores et déjà » de la misère, et que leurs perspectives d'avenir sont « pires encore ».

La résolution des non-alignés affirmant que le système d'apartheid « est encouragé et maintenu par le soutien politique et économique que le régime raciste reçoit de certains pays occidentaux. » Mgr Tutu l'exprimait à sa manière, samedi, lorsqu'il s'est écrié : « Je ne suis plus impressionné par l'admirable rhétorique qui nous arrive de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis sur leur prétendue aversion à l'égard de l'apartheid. Je ne suis pas surpris de ce qui est arrivé au Conseil de sécurité de l'ONU. C'est ce qui permet au gouvernement sud-africain de se moquer du reste du monde ».

Le prélat a une fois de plus lancé à l'opinion publique un appel angoissé : « Je vous en supplie, obtenez l'application de sanctions ».